

ASSEMBLEE NATIONALE

Quatrième législature



BURKINA FASO

Unité-Progress-Justice

DISCOURS DE SON EXCELLENCE
MONSIEUR ROCH MARC CHRISTIAN KABORE
PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE A LA CLOTURE
DE LA 2^e SESSION PARLEMENTAIRE ORDINAIRE DE L'ANNEE
2008 DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

Ouagadougou, le 22 décembre 2008

Excellence Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement
Monsieur le Président du Conseil constitutionnel
Mesdames et Messieurs les Présidents d'institution
Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement
Excellences Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et chefs de mission diplomatique
Mesdames et Messieurs les Représentants des organisations internationales et inter africaines
Honorables députés
Distinguées personnalités
Mesdames et Messieurs

C'est avec le sentiment du devoir accompli que nous nous retrouvons cet après-midi pour l'acte final de la session budgétaire 2008.

Je voudrais tout d'abord, saluer l'ardeur au travail, le sens des responsabilités et la grande disponibilité des députés, qui ont permis de couronner les quatre vingt dix jours de session avec beaucoup de succès et de satisfaction.

L'année 2008 aura été incontestablement marquée entre autres par les crises alimentaire, énergétique et financière qui ont ébranlé le monde et aggravé la vulnérabilité des pays pauvres comme les nôtres.

Dans les principales capitales et villes africaines, les manifestations de rues contre la vie chère sont apparues comme l'expression du ras le bol généralisé face à un monde injuste.

La marginalisation, la paupérisation et l'exclusion croissantes de l'écrasante majorité des hommes de la planète par un nombre toujours plus restreint de riches sont devenues intenable et inacceptables.

Cette situation nous enseigne par la même occasion que le développement économique et la croissance mondiale ne peuvent être régis uniquement par les seules lois du marché.

Les Etats africains et le Burkina Faso en particulier, doivent tirer toutes les leçons de cette crise du libéralisme sauvage, pour donner à la puissance publique, détentrice des prérogatives régaliennes, le soin d'assurer équitablement la satisfaction des besoins essentiels de nos laborieuses populations.

Aujourd'hui plus que jamais, des reformes impératives sont nécessaires, qui mettent en avant une solidarité plus forte entre les nations.

L'Afrique doit se mobiliser, faire entendre sa voix et exiger son droit de participer, avec les principaux pays industrialisés, à la définition des solutions de sortie de crise, singulièrement pour ce qui concerne la réforme envisagée du système financier international.

En saluant la tenue du Sommet des chefs d'Etat de l'Union africaine réunis à Addis-Abeba sur la crise financière, on ne peut que souhaiter au plus vite, la définition et la mise en œuvre de solutions originales et durables à cette crise.

J'ai l'intime conviction que les Africains, las d'être des victimes consentantes de choix hasardeux opérés sans leur participation, sont pleinement capables d'y contribuer grandement.

Les 25 et 26 octobre 2008, s'est tenu à Cotonou au Bénin, le 1^{er} forum extraordinaire du mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP). Lors de ce forum, le président du Faso a présenté et soumis le rapport du Burkina Faso à l'évaluation par ses homologues de l'Union africaine qui ont apprécié positivement la qualité de la gouvernance dans notre pays.

Les recommandations formulées à cette occasion portent sur des questions de la gouvernance politique, économique et sociale ainsi que sur la gouvernance des entreprises pour permettre à celles-ci d'être plus compétitives.

Le plan d'action national que le président du Faso s'est engagé à mettre en œuvre afin que notre pays puisse continuer à améliorer sa gouvernance et à capitaliser les bonnes pratiques est attendu par la Représentation nationale qui entend jouer sa partition pour son succès.

Au plan national, la fin d'année a été particulièrement douloureuse et éprouvante avec le dramatique accident de Boromo qui nous a valu d'importantes pertes en vies humaines et pour lesquelles nous avons déjà observé une minute de silence lors d'une de nos plénières.

En dépit de la retenue qu'impose une telle tragédie, il faut dénoncer la cupidité et l'irresponsabilité de nombre de transporteurs et chauffeurs qui exposent dangereusement la vie de ceux-là même dont dépend la prospérité de leurs activités.

Tout en saluant les mesures prises par le Gouvernement pour renforcer la sécurité routière, il faut interpeller tous les acteurs de ce secteur d'activités au strict respect de la réglementation en vigueur.

J'invite particulièrement les forces de sécurité à plus de fermeté dans les contrôles routiers afin que le respect des règles et normes de sécurité soit la première qualité des transporteurs et usagers de la route.

J'exprime à votre nom à toutes et à tous, au chef de l'Etat, au Gouvernement et aux populations burkinabè, les remerciements de la Représentation nationale pour les nombreuses marques, initiatives et manifestations de solidarité témoignées à l'endroit des victimes et de leurs familles.

La célébration le 11 décembre courant à Fada, du 48^{ème} anniversaire de l'indépendance du Burkina Faso a constitué un moment fort de notre volonté d'unité et de fierté nationale, dans le respect de notre histoire et de notre commune destinée.

A cet égard, permettez-moi de saluer la décision du président du Faso de procéder à la célébration délocalisée et tournante de la fête nationale à travers le pays.

En plus de l'intérêt grandissant et populaire pour la fête nationale, cette décision permet de renforcer les infrastructures dans les chefs-lieux de région, contribuant ainsi à améliorer leurs capacités d'accueil et leur rôle de véritables pôles de développement. Je tiens donc à féliciter le Gouvernement pour le succès des manifestations organisées à Fada.

Comme vous l'avez suivi, cette commémoration a été précédée du tragique accident qui a coûté la vie à deux vaillants cadres de notre armée de l'Air, en service commandé dans le cadre de l'inauguration du nouvel aéroport construit à Fada.

Au nom de la Représentation nationale, je réitère mes condoléances aux familles éplorées et je leur renouvelle la compassion de l'ensemble des députés qui se sont associés à la reconnaissance de la nation exprimée lors de l'inhumation de ces valeureux fils du pays.

Excellence Monsieur le Premier Ministre

Distinguées personnalités

Honorables députés

Mesdames et Messieurs

Cette année encore, la session budgétaire a tenu toutes ses promesses. Vingt six textes examinés et adoptés dont la loi de finances-gestion 2009, 18 autorisations de ratification d'accords, d'ordonnances ou de conventions et 06 autres projets de loi s'affichent au bilan de la présente session, en plus des questions écrites et orales qui ont pu être programmées.

Adoptée le 3 décembre courant, la loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat-gestion 2009 a été arrêtée en recettes et en dépenses à FCFA 1 043 milliards 874 millions 882 mille.

Les recettes totales qui s'élèvent à FCFA 919 milliards 432 millions 078 mille connaissent une hausse de 5,72% par rapport au budget précédent.

Le budget 2009 fait ressortir un besoin de financement de FCFA 124 milliards 442 millions 804 mille et une épargne budgétaire de FCFA 43 milliards 395 millions 968 mille.

Au total, la loi de finances qui a été adoptée table sur une croissance de 6,2% en 2009, démontrant ainsi à souhait la volonté du Gouvernement de poursuivre ses efforts pour améliorer la mobilisation et l'absorption des ressources, mais aussi son engagement à mener à leur terme les projets et programmes nationaux.

Distinguées personnalités

Mesdames et Messieurs

Le budget 2009 que la Représentation nationale a adopté est avant tout l'expression de sa volonté d'accompagner le Gouvernement pour accélérer la croissance économique, approfondir la lutte contre la pauvreté, promouvoir l'emploi notamment des jeunes et des femmes, consolider la contribution du budget aux secteurs sociaux et renforcer la gouvernance et la sécurité en vue de garantir la paix sociale et la prospérité dans notre pays.

Pour le Parlement, il permettra également au Gouvernement de poursuivre le renforcement du processus de décentralisation par l'approfondissement de la communalisation intégrale.

Je voudrais saisir cette occasion, pour réitérer mes félicitations au ministre des Finances et du Budget, au ministre délégué au budget ainsi qu'à tous les acteurs du débat budgétaire pour leur disponibilité et leur immense contribution au succès de cet exercice majeur pour la vie de la nation.

L'adoption du budget s'est accompagnée de trois recommandations importantes faites au gouvernement et qu'il convient de rappeler.

1) La recommandation relative aux infrastructures devant abriter les sièges des hautes juridictions. Il devient urgent de viabiliser les sites devant abriter leur siège, de réaliser les études architecturales appropriées et d'engager la réalisation progressive des infrastructures suivant une planification budgétaire précise.

2) La recommandation relative à la programmation budgétaire sur la base du cadre de Dépenses à Moyen terme (CDTM). L'Assemblée nationale invite le Gouvernement à une adoption progressive et au renforcement de la pratique du budget programme sur la période transitoire 2009-2011. Les ministères gros consommateurs de crédits devraient adopter leur budget programme au plus tard en 2012, date buttoir, afin de faciliter la généralisation de cette pratique tout en diminuant les risques éventuels de dérapage de ce processus de programmation budgétaire.

3) La recommandation relative à la maîtrise du potentiel et de l'assiette des recettes fiscales. Il s'agit de renforcer les capacités opérationnelles des régies de recettes, d'élargir l'assiette fiscale par la réalisation du recensement fiscal et l'immatriculation de tous les contribuables, d'améliorer le recouvrement ainsi que la gestion et le contrôle du contribuable et enfin d'intensifier la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale.

C'est le lieu pour moi de féliciter et d'encourager les agents et les responsables des régies de recettes de l'Etat pour leur ardeur au travail.

Je les invite à continuer à œuvrer avec honneur, probité et dignité, dans l'intérêt supérieur de notre pays. Je voudrais rappeler à tous les contribuables, le sens du civisme fiscal qui doit les habiter pour nous permettre d'atteindre, voire de dépasser les objectifs de recouvrement du budget 2009.

La session budgétaire a permis également d'adopter d'autres textes importants dont je n'en citerais que quelques uns. Il s'agit de la loi régissant la promotion immobilière, de celle portant réglementation bancaire ou de celles relatives aux droits des personnes handicapées, à la réglementation générale des réseaux électroniques au Burkina Faso, au statut des réfugiés et au prélèvement sur les billets d'avion.

Le mardi 16 décembre, nous avons procédé à l'élection de notre collègue YAMEOGO Salvador en qualité de 4^{ème} Vice-président de l'Assemblée. Je lui réitère mes félicitations et mes vœux de réussite.

Excellence Monsieur le Premier Ministre

Distinguées personnalités

Honorables députés

Mesdames et Messieurs

En marge de l'agenda parlementaire de cette session, les commissions parlementaires ont mené des activités qu'il convient de signaler. Des missions ont été effectuées également à l'étranger dans la même période.

Tout d'abord, je voudrais signaler deux missions de contrôle de la CAED dans les ambassades du Burkina Faso à Bamako, au Mali et à Rome, en Italie respectivement du 18 au 26 octobre et du 16 au 22 novembre dernier.

C'est une première qui a été beaucoup appréciée par les chefs de mission en poste et les rapports de ces missions, après adoption par la CAED et examen par le Bureau de l'Assemblée seront transmis au gouvernement avec les recommandations du Parlement.

Au titre des causeries diplomatiques initiées depuis la précédente législature, la CAED a reçu l'Ambassadeur, chef de la délégation de la Commission de l'Union européenne au Burkina Faso et le Président de la Commission de l'UEMOA.

Le Médiateur du Faso est venu également devant la CAED, élargie aux autres commissions en raison de trois députés par commission, pour faire une communication sur ses prérogatives et ses activités.

La Commission des Finances et du Budget, conformément au Règlement de l'Assemblée, a procédé à l'examen des comptes 2007 de l'Assemblée nationale.

Cet exercice qui participe de la transparence dans la gestion des crédits alloués au Parlement doit nous permettre d'améliorer les bonnes pratiques de gestion budgétaire, tout en renforçant la crédibilité de l'institution chargée entre autres de la reddition des comptes de la nation avec l'appui de la Cours des comptes.

Avec le concours du Fonds des Nations unies pour la Population (UNFPA) et dans le cadre du Plan stratégique pour le Développement du Parlement (PSDP), la commission de l'Emploi, des Affaires sociales et culturelles (CEASC), la commission des Affaires générales, institutionnelles

et des Droits humains (CAGIDH) et le caucus genre ont tenu chacun un séminaire sur l'approche genre au profit de leurs membres.

La commission du développement économique (CODE) quant à elle, a effectué des missions d'information sur la route Ouagadougou-Kongoussi en construction sur le site du nouveau Centre hospitalier universitaire en chantier à Ouagadougou.

Au nom du Bureau de l'Assemblée, je tiens à féliciter l'ensemble des commissions dont les initiatives contribuent à renforcer le pouvoir de contrôle du Parlement.

Au titre des autres activités menées, il convient de citer aussi la mise en place des groupes d'amitié parlementaires avec les parlements amis et le lancement du processus de mise en place du Parlement des jeunes du Faso dont la première session devrait se tenir au cours du premier semestre de l'année 2009.

Toujours au plan national, du 9 au 10 octobre dernier, la 4^{ème} rencontre annuelle entre parlementaires et élus locaux s'est tenue à Ouaga 2000 sous le thème évocateur suivant : « *Problématique de la planification et du financement du développement local : état des lieux et perspectives* ».

Indiscutablement, le transfert concomitant des compétences et des ressources et le renforcement de la maîtrise d'ouvrage communale sont au cœur du succès de la communalisation intégrale.

Le respect du principe de progressivité doit aller de paire avec la responsabilisation accrue des maires et des conseils municipaux pour donner des ailes à la décentralisation au Burkina Faso.

L'Assemblée nationale continuera à être attentive à cette question et à accompagner le gouvernement pour sa conduite courageuse et harmonieuse de ce processus afin que la décentralisation consolide la démocratie et accélère le progrès économique et social depuis la base.

Du 8 au 10 décembre courant, l'Assemblée nationale a abrité un séminaire régional sur l'OMC organisé conjointement par l'Organisation mondiale du Commerce (OMC), l'Organisation intergouvernementale de la Francophonie (OIF), l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) et l'Assemblée nationale burkinabè qui a regroupé 45 parlementaires dont une vingtaine venue de pays africain francophone.

Comme je le rappelais dans mon discours d'ouverture de ce séminaire, l'objectif visé était d'assurer au profit des parlementaires de l'espace francophone, la diffusion et l'appropriation d'une information précise et détaillée sur l'OMC, ses objectifs et son fonctionnement ainsi que sur le contenu des négociations en cours dans le cycle de Doha.

Je me réjouis de savoir que les participants se sont quittés à Ouagadougou très satisfaits des conclusions de leurs travaux.

S'agissant de l'agenda parlementaire international, il a été très chargé.

Du 20 au 28 novembre, j'ai conduit la délégation parlementaire burkinabè à la 16^{ème} session de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP/UE tenue à Port Moresby en Papouasie Nouvelle Guinée.

Du 12 au 16 octobre, la 2^{ème} Vice-Présidente, Membre du Conseil directeur de l'UIP a conduit la délégation de notre Parlement à la 119^{ème} Assemblée de l'Union interparlementaire à Genève, en Suisse.

Elle a également conduit notre délégation à Kampala en Ouganda, du 26 au 30 novembre, à la 53^{ème} session du comité exécutif et à la 31^{ème} conférence des Présidents des assemblées parlementaires de l'Union parlementaire africaine.

Plusieurs députés et membres statutaires du Parlement panafricain, des parlements régionaux, ou d'organisations interparlementaires ont effectué des déplacements à l'étranger et nombre de nos collègues ont participé à des rencontres internationales ou à l'observation d'élections législatives et présidentielles organisées ces derniers mois sur le continent.

Toutes ces activités participent de la forte implication du Parlement burkinabè dans la vie parlementaire africaine et mondiale.

En saluant le dynamisme des députés burkinabè au sein de ces organes, instances et institutions, je voudrais souhaiter que ces efforts se poursuivent afin que le Parlement renforce son efficacité dans le cadre global de la diplomatie burkinabè que définit et conduit le président du Faso.

Excellence Monsieur le Premier Ministre

Distinguées personnalités

Honorables députés

Mesdames et Messieurs

Relativement aux réflexions en cours pour juguler les effets de la vie chère, je dois me réjouir des conclusions des négociations entre le Gouvernement et les syndicats menées les 4 et 5 décembre et souhaiter qu'elles permettent de renforcer la confiance réciproque, tout en apportant des solutions justes et réalistes aux préoccupations du monde syndical.

Comme vous le savez, ces négociations viennent après la 8^{ème} rencontre annuelle gouvernement/secteur privé à Bobo-Dioulasso, les 20 et 21 octobre dernier, tenue sur le thème : « *décentralisation et développement local : quelle synergie pour l'émergence d'un tissu économique local ?* ».

C'est l'occasion pour moi de féliciter le chef du gouvernement et son équipe pour cette disponibilité constante au dialogue pour rechercher avec tous les acteurs les meilleures solutions pour atteindre les objectifs du programme quinquennal du chef de l'Etat, « *le progrès continu pour une société d'espérance* ».

Enfin, je voudrais traduire la satisfaction de la Représentation nationale au président du Faso pour son engagement personnel dans le succès du Forum national des jeunes qui vient de s'achever à Bobo-Dioulasso le samedi 20 décembre, avec la rencontre qu'il a eue avec les jeunes du Burkina Faso.

C'est un signe des temps que la responsabilisation des jeunes est une question concrète qui appelle des réponses concrètes.

Ce Forum est également une excellente occasion pour les représentants des jeunes d'apporter leur contribution aux réflexions et actions en cours en vue de mieux les préparer à leurs responsabilités futures, tout en créant les conditions pour leur bonne implication dès à présent, dans la gestion des affaires publiques.

En cette fin d'année 2008, je voudrais faire observer que malgré tout, la paix a fait des progrès, en Afrique de l'Ouest comme dans certaines parties du monde.

Je souhaite donc à tous nos voisins et singulièrement au peuple frère de Côte d'Ivoire, une année de paix, de réconciliation et de réussite pour le processus électoral et la relance économique.

J'ai une pensée pour les malades, les orphelins du Sida et les plus défavorisés de notre communauté nationale. Puissions-nous continuer à agir ensemble, dans un élan de solidarité et de fraternité agissante pour apporter secours et assistance à toutes les personnes qui en ont besoin. C'est le pari du mois de la solidarité que nous devons gagner au quotidien.

Dans quelques jours, ce sera la fête de la nativité, et avec elle, les fêtes de fin d'année pour tirer la révérence sur 2008.

A tous les chrétiens du Burkina Faso et du monde entier, je souhaite une bonne fête de Noël. Que la grâce de la nativité couvre notre pays et tous ses habitants.

Dans notre quête permanente d'une nation forte et prospère, je forme le vœu que 2009 consolide la paix et nous apporte plus de réussite et de satisfaction sur le chemin de la démocratie et du progrès continu.

Sur ce, je déclare close la 2^{ème} session parlementaire ordinaire de l'année 2008.

Bonne et heureuse année 2009.

Je vous remercie